



## Arrêté temporaire n°276-2024 Portant réglementation de la circulation

### RUE LIONEL TERRAY

Le Maire de la commune de Crolles,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

**Vu** le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1

**Vu** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

**Considérant** que des travaux de Mise en conformité de l'assainissement d'une maison par la création d'un branchement EU sur la rue Lionel TERRAY rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 07/10/2024 au 08/11/2024 RUE LIONEL TERRAY (en fonction de l'avancement du chantier)

### ARRÊTE

**Article 1°** À compter du 07/10/2024 et jusqu'au 08/11/2024, la circulation est alternée manuellement RUE LIONEL TERRAY (en fonction de l'avancement des travaux)  
Les tranchées seront reprises à l'identique à la fin des travaux par l'entreprise.

**Article 2°** La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, ERGTP

**Article 3°** Maire de Crolles est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

A Crolles, le 30 septembre  
2024

Philippe LORIMIER,  
Maire de Crolles



Pour le Maire,  
Le conseiller délégué,  
M. CROZES

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche interrompant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.